

Grève générale au Liban pour le mardi 23 janvier

mardi 23 janvier 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2007).

Sommaire

- [L'opposition et la CGTL \(...\)](#)
- [Discours de Hassane Nasrallah](#)
- [Aoun lance un appel à la \(...\)](#)
- [Aoun reçoit les dirigeants](#)
- [Appel à une grève général par](#)

L'opposition et la CGTL appellent les Libanais à se solidariser avec le mouvement de grève

L'opposition a appelé les Libanais à se solidariser avec le mouvement de grève générale prévu demain, mardi.

Dans un communiqué, les forces du 8 Mars ont exhorté les citoyens « à exprimer librement leurs choix nationaux et politiques en participant à la grève générale et en répondant à l'appel de fermeture » qui devrait toucher l'ensemble des régions libanaises.

Évoquant les multiples raisons qui l'ont poussée à l'escalade, l'opposition accuse le pouvoir de « s'obstiner », et d'œuvrer par tous les moyens pour « mettre en échec toutes les initiatives proposées et formules de compromis politiques avancées, faisant la sourde oreille aux revendications populaires légitimes ».

Et les forces du 8 Mars de reprocher au pouvoir en place les « multiples violations constitutionnelles et légales », notamment le fait que le gouvernement en place – considéré par l'opposition comme « illégitime » – continue de prendre des décisions « en passant outre l'avis du Parlement, actuellement paralysé ».

« Ce que craint le plus notre peuple, c'est la substitution d'une tutelle à une autre, en hypothéquant de manière dangereuse la décision nationale », poursuit le texte.

« Par conséquent, l'opposition nationale se trouve contrainte de recourir, une fois de plus, à sa base populaire pour poursuivre son mouvement de protestation pacifique et démocratique », ajoute le communiqué.

Et le texte de conclure : « Le Liban ne connaîtra la stabilité qu'avec la naissance d'un pouvoir national qui pavera la voie à une nouvelle ère grâce notamment à de nouvelles élections parlementaires sur base d'une nouvelle loi. »

Par ailleurs, poursuivant son mouvement de « protestation pacifique » visant à dénoncer le programme de réforme du gouvernement, le bureau exécutif de la Confédération générale des travailleurs (CGTL) a tenu samedi une réunion sous la présidence de Ghassan Ghosn. Dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre, la CGTL a appelé les Libanais à prendre part au mouvement de grève générale pour dénoncer notamment l'augmentation de la TVA, des prix du

carburant et de l'électricité.

La CGTL réclame en outre un « réajustement des salaires, gelés depuis onze ans », et la « sauvegarde de la Caisse nationale de Sécurité sociale dont les prestations médicales et hospitalières sont quasi suspendues (...) l'État ayant décidé de ne pas s'acquitter de ses dettes envers la CNSS », précise le texte.

La centrale syndicale a en outre critiqué la privatisation de certains secteurs envisagée par le gouvernement, prônant une politique de soutien et de développement des institutions publiques, « plutôt que de les sacrifier à des prix insignifiants au profit d'une certaine clientèle politique ».

Discours de Hassane Nasrallah à la veille de la grève générale lancée par l'opposition

Au cours d'un discours prononcé dans la cour de la mosquée du « Moujammaa Sayed el-Chouhada » à Roueiss et publié sur le site Al-Manar, le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassane Nasrallah a exprimé ce soir la nécessité d'observer la grève générale de demain à laquelle appelle l'opposition libanaise.

Nasrallah a affirmé que si le bloc gouvernemental s'obstine à se maintenir au pouvoir, cela démontrerait que celui-ci désire entraîner le pays dans une guerre civile, accusant l'équipe ministérielle de poursuivre son ambition de déclencher une guerre entre les sunnites et les chiites et de diviser le pays en fédérations. Le chef du Hezbollah a accusé le gouvernement actuel d'avoir collaboré avec Israël afin d'entraîner des transformations démographiques dans le pays.

Le secrétaire général du parti chiite a réitéré son attachement politique, patriotique et éthique à l'opposition libanaise et à tous les chefs et partis qui regroupent cette opposition.

Citant les propos du ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, déclarant que la conférence de Paris III vient soutenir le gouvernement de Fouad Siniora, et accusant le Hezbollah d'avoir occasionné de grosses dépenses à ce l'état à l'issue de la guerre de l'été dernier, Nasrallah a affirmé que l'argent utilisé par le Hezbollah a aidé à la reconstruction du pays et a empêché 100 000 réfugiés de rester à la rue.

Le secrétaire général du mouvement chiite a poursuivi en demandant où sont passées les sommes versées par les Etats arabes et occidentaux après la guerre de l'été. Il a souligné que le Hezbollah est prêt à présenter des documents écrits détaillant la manière comment il a géré les sommes qui lui ont été attribuées. Le responsable chiite s'est demandé si Siniora serait prêt à présenter des documents écrits décrivant comment les sommes collectées au cours de la conférence de Paris III devront être dépensées.

Hassane Nasrallah a affirmé qu'il serait prêt à se défaire de son poste, et invite tous les politiciens à suivre son exemple, afin d'ouvrir une enquête d'ensemble sur tout ce qui a été fait, et que chacun soit responsable de ses actes. Il a ajouté que l'opposition ne craint pas les menaces d'une guerre civile ou d'un conflit confessionnel que tout le monde s'acharne à prévaloir :

« Demain, nous allons tous nous mobiliser. Et si vous tuez mille Ahmad Mahmoud (faisant allusion au jeune manifestant qui a été tué), quoiqu'il arrive, aujourd'hui, demain ou après demain, nous ne céderont point nos armes, nous ne nous battons contre personne. Nous avons déjà agi de la sorte, et nous sommes persuadés que si notre sang a été versé injustement, il triomphera sur vos épées et vos fusils. » conclut-il.

Aoun lance un appel à la grève général mardi prochain

Aoun Le dirigeant du bloc parlementaire de la réforme et du changement, le général Michel Aoun, a aujourd'hui appelé les libanais à observer une grève générale mardi prochain. Voici le communiqué intégral de l'appel :

Aujourd'hui, est un moment décisif où nous allons nous rencontrer avec le sourire et le cœur et mon message s'adresse à tous les Libanais qui nous soutiennent comme à ceux qui nous sommes opposés.

Je voudrais répondre à un commentaire fait par Samir Geagea en lui demandant de relire l'exhortation apostolique du pape Jean Paul II et en particulier les paragraphes titrés :

« Le dialogue islamo chrétien, vivre ensemble et être solidaire, construire une société et paix et réconciliation. »

Souvenez-vous qui nous sommes et qui nous représentons. Nous sommes ceux que vous avez combattus pendant une lutte de 15 ans dans laquelle nous avons voulu sauvegarder la liberté, l'indépendance et la souveraineté du Liban. Et ce qu'ils sont au pouvoir aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui vous ont opprimé alors.

À partir de maintenant nous ne permettrons à aucun collaborateur actuel ou passé demeurant au Liban de nous accuser d'allégeances étrangères.

L'État actuel et son pouvoir sont construits autour du grand mensonge et de la promesse du printemps de Beyrouth que l'ancien premier ministre Rafic Hariri nous avait déjà promis en 1992. Celui-ci n'a jamais été réalisé par ceux qui ont brûlé le printemps Beyrouth au lieu de le laisser s'accomplir.

Nous nous ne pouvons donc faire confiance à ces personnes pour tout plan de réforme si ce plan de réforme n'inclut pas d'une lutte contre la corruption. Le plan actuel ne bénéficiera qu'aux banques créditrices et ne contient rien de bon pour le peuple et les secteurs productifs qui ont besoin d'être améliorés.

La corruption a corrodé les fondations de base et les structures de l'état et tout plan économique ne sera qu'un échec en l'absence d'une campagne anticorruption. C'est pourquoi il est devenu nécessaire d'avoir un audit des finances de l'État.

J'appelle les écoles et universités de participer à la grève générale parce que les parents arriveront éventuellement à un point où ils ne pourront plus se payer le luxe de mettre leurs enfants dans les écoles et les collèges.

La construction de l'État commence également avec une nouvelle loi électorale qui garantit la représentation véritable de la population parce que la loi électorale actuelle a sapé les fondations de la démocratie représentée par le Parlement.

La démission des ministres chiïtes du gouvernement a fait que ce dernier a perdu sa légitimité et le soutien étranger au gouvernement Saniora ne donne aucune légitimité.

J'ai peur que le Liban ne soit vendu pièce par pièce.

Nous soutenons le tribunal international dans le cas de l'assassinat de Hariri mais des pays majeurs n'ont pas coopéré avec la commission d'enquête internationale, nous nous demandons quelles sont les intentions derrière un tel acte.

Tous ceux qui sont au pouvoir actuellement finiront mal parce que les mensonges ne peuvent durer et la corruption ne peut continuer.

Aujourd'hui nous avons la chance de tenir tous les gens responsables pour leurs actes. La vérité est qu'ils ne se sont jamais souciés du besoin de la population mais seulement de leurs intérêts privés.

Je vous ai dit, dans un discours de 1997, que le « Haririsme » représente un plan politique et économique, commencé depuis 1992, et qui est en fait une corde à lyncher vous asphyxiant jusqu'à votre mort. Et elle vous asphyxie maintenant. C'est pourquoi je vous appelle à participer à la grève et à faire partie du changement.

Mardi sera la première étape pour construire un État où la liberté la sécurité et la prospérité régneront.

Aoun reçoit les dirigeants chrétiens de l'opposition libanaise

Les dirigeants chrétiens des forces de l'opposition, Elias Skaff, Michel el Murr, Sleimane Frangié, et Agop Pakradoni, se sont réunis à 19h00 à Rabieh dans la résidence du général Michel Aoun, dirigeant du CPL et du bloc parlementaire de la réforme et du changement, afin de discuter des prochaines démarches qu'observera l'opposition pour maintenir la pression sur le Premier ministre Fouad Siniora.

A l'issue de cette rencontre, le général Michel Aoun a déclaré au nom des membres de l'opposition, que la réunion s'est tenue pour soutenir l'appel à la base populaire de l'opposition à observer la grève générale qui aura lieu mardi prochain. Aoun a expliqué que l'escalade de l'opposition vient en réponse à l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la volonté de plus d'un million de Libanais qui manifestent contre lui depuis le 1^{er} décembre.

Aoun a qualifié le gouvernement actuel - selon lui appuyé par des forces internationales - de non constitutionnel et d'illégitime, parce qu'il a enfreint la loi et la constitution libanaise, et l'a accusé de violer les accords du Taëf comme il n'arrête pas de rappeler à toutes les occasions sans pour autant s'y conformer.

Le chef du CPL a affirmé que l'opposition n'est pas contre Paris III mais contre le plan de réforme proposé par le gouvernement actuel et qui augmentera encore plus la dette publique au lieu de l'en libérer. Il a appelé les établissements publics et privés à répondre à cet appel à la grève pour dire non à ce gouvernement dont la seule mission est d'appauvrir les Libanais.

En réponse aux questions des journalistes, le général Aoun a déclaré qu'il est préférable de respecter la grève du mardi pour se dispenser de problèmes financiers encore plus graves à l'avenir si jamais le gouvernement actuel ne démissionne pas, sans donner pour autant de détails sur le mouvement de protestation du mardi. Il a toutefois précisé que ces démonstrations se feront dans un climat pacifique et démocratique.

Aoun a tenu à rappeler que l'indifférence de Siniora quant au mouvement de l'opposition est expliqué par l'appui américain dont jouit le cabinet actuel. Il a souligné que l'opposition n'est pas contre le siège sunnite du Premier ministre, mais contre la personne du Premier ministre actuel qui a accumulé les infractions au point de « sombrer le pays dans un océan de dettes ».

Appel à une grève général par l'opposition et la CGTL

L'opposition menée par le Hezbollah ainsi que la Confédération générale des travailleurs du Liban CGTL ont décrété conjointement un appel à la grève générale mardi prochain, afin de maintenir la pression sur le Premier ministre libanais Fouad Siniora et de faire chuter son gouvernement appuyé par l'occident. Selon des sources proches de l'opposition, les visées de ce mouvement sont de paralyser le pays et les services publics essentiels comme l'aéroport international Rafic Hariri et le port de Beyrouth. De son côté, l'union des travailleurs dit soutenir cet appel à la grève et lance de son côté un appel à l'arrêt de travail mardi. Cet appel est venu au lendemain d'un interview avec le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah qui a affirmé que cette grève donnera un « sérieux coup de pouce » à l'opposition. Des sources proches des chefs des comités économiques ont affirmé qu'ils se réuniront durant ce week-end afin de dénoncer cette grève qui menace, selon eux l'économie libanaise.

Le communiqué publié par l'opposition a déclaré que « l'opposition nationale pense ne pas avoir de choix autre que de solliciter encore une fois sa base populaire afin d'effectuer une intensification de son mouvement de protestation pacifique et démocratique ».

P.-S.

Sources : L'orient le jour, Liban news.